L'APPEL DE DIJON

Nos mandats de présidentes et présidents de Région ont commencé avant 2022, avant la réélection d'Emmanuel Macron. Ils s'achèveront en 2028, après l'élection d'un nouveau Président de la République.

Cette continuité d'action, au-delà des alternances et des divergences partisanes, nous enseigne une chose simple : **aucun Président de la République ne pourra redresser seul notre pays.**

La France traverse trop de difficultés pour continuer à croire qu'une femme ou un homme seul, providentiel, pourra tout régler depuis Paris. Le sursaut ne pourra être que collectif, le redressement opéré en équipe.

Il faut recréer des emplois et de la production, que le travail paye et permette de vivre dignement. Former nos jeunes à la révolution de l'intelligence artificielle. Pouvoir se déplacer à coût raisonnable. Préparer nos foyers au changement climatique, dont nous avons encore vécu l'urgence cet été. Agir pour tous les territoires oubliés de la République, pour nos banlieues, nos campagnes, nos outre-mer. Mieux dépenser l'argent public et réduire notre dette. Et surtout redonner aux Français la preuve que l'action publique peut changer leur vie.

Le temps du pouvoir solitaire et centralisé est révolu. La France doit enfin faire le choix de ses Régions.

Ce choix, les Français l'appellent de leurs vœux. Deux Français sur trois souhaitent que les décisions soient davantage prises à l'échelle régionale. Ce n'est donc pas seulement une question d'efficacité : c'est aussi une urgence démocratique. Celle de décisions plus proches des citoyens, plus attentives à la diversité de leurs territoires et plus responsables devant eux.

Nos Régions sont au travail, partout en France. Elles connaissent leurs entreprises, leurs jeunesses et font travailler ensemble les acteurs de leurs territoires. Elles financent les trains, les lycées, la formation, l'agriculture et la pêche, et le développement de l'activité économique. Elles font vivre l'Europe des projets. Elles répondent présentes dans les crises comme pour préparer l'avenir du pays.

C'est pourquoi, à quelques mois de l'élection présidentielle, nous appelons chaque candidate et chaque candidat à prendre un engagement simple : **changer enfin la manière de gouverner notre pays.**

Faites des Régions de véritables partenaires des décisions nationales. À l'État ce que lui seul doit faire, notamment le régalien. Aux Régions ce qu'elles peuvent mieux faire. Des Régions puissantes, c'est une France plus forte en Europe. Et chaque fois que la France a besoin de nous tous, décidons et agissons ensemble au sein d'un comité permanent entre le Gouvernement et les Régions.

Faites confiance à la diversité de nos territoires. Une solution qui fonctionne à Lille ne fonctionne pas nécessairement à Marseille, Cayenne ou Mamoudzou. Donnons

à ceux qui connaissent le terrain la liberté d'adapter les réponses, par un véritable pouvoir réglementaire et par davantage de différenciation. À la Corse et aux outre-mer, donnons la liberté de choisir leur juste place au sein de la République.

Donnez-nous les moyens de tenir nos engagements devant les Français. On ne peut pas demander des résultats aux élus régionaux tout en leur retirant les moyens d'agir. Stabilité et autonomie financières doivent être garanties. Les besoins d'investissement n'ont jamais été aussi importants et nos marges de manœuvre financières aussi réduites. Les collectivités ne sont pas et ne doivent pas devenir des agences de l'État.

Aux candidats à la présidence de la République, à tous les Républicains, nous disons : faites des Régions vos partenaires. Appuyez-vous sur nous. Donnez-nous les moyens d'agir. Formons une équipe de France au service des Français.

La France a toutes les forces nécessaires pour se redresser, alors unissons-les !

C'est notre conviction. Pour les Français. Pour les Régions.

Pour la République.
Pour la France.

—

Les Présidentes et Présidents des Régions de France